



**FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES RETRAITÉS  
DE LA FONCTION PUBLIQUE**  
20 Rue Vignon – 75009 PARIS  
Mail : [fgrfp@wanadoo.fr](mailto:fgrfp@wanadoo.fr)  
Site internet : [fgrfp.org](http://fgrfp.org)

**Interpeller les parlementaires sur le pouvoir d'achat, la loi sur le vieillissement et sur les mesures fiscales** Suite aux actions du 3 juin et du 30 septembre, les organisations de retraités CGT, FO, CGC, CFTC, FSU, Solidaires, FGR-FP, UNRPA, LSR ont décidé de s'adresser aux groupes parlementaires avec demande de rendez-vous au niveau national.

---

Sur la base de cette adresse commune, elles proposent à leurs organisations départementales d'avoir la même démarche en direction des parlementaires locaux.

Ci-dessous, l'adresse commune aux groupes parlementaires pouvant servir de base pour un courrier départemental.

### **COURRIER AUX PARLEMENTAIRES POUR AUDIENCE**

Monsieur le Président,

Nos organisations souhaitent avoir une rencontre avec votre groupe, afin de discuter de la situation faite aux retraités. Celle-ci, en effet, continue de se dégrader. La question centrale est celle de leur pouvoir d'achat qui ne cesse d'être mis à mal. Le report de toute revalorisation des pensions des régimes de base privés ou publics jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre 2015 pour des millions de retraités s'ajoute à la non actualisation des régimes complémentaires.

C'est une nouvelle diminution du pouvoir d'achat des retraités qui comme tous les Français subissent les hausses des services, de la fiscalité (nouvelle cotisation de 0,3%, suppression de la demi-part, fiscalisation de la majoration pour trois enfants, augmentation de la TVA), de l'énergie... Par le gel des pensions et le report de leur revalorisation, vous accentuez un mécanisme qui organise et augmente la paupérisation des retraités dans les années à venir. Perspective confirmée par les études de l'INSEE et du COR.

Cette situation peut être en partie améliorée lors du débat et du vote du PLFSS qui aborde les pensions des retraité(e)s. Nos organisations continuent de revendiquer un lien fort entre l'évolution des salaires et celle des pensions de retraite. Elles dénoncent une campagne insupportable qui vise à remplacer un droit à la retraite fondé sur le travail en simple revenu d'assistance de niveau de vie minimal.

Le pouvoir d'achat des retraités est également impacté par toutes les mesures du plan d'économie présenté par le gouvernement. Nous soulignons que la baisse du pouvoir d'achat des retraités comme celle des salariés a un impact direct sur la consommation, élément fondamental de la croissance et du développement de l'emploi.

Enfin, nous souhaitons vous faire part de notre avis sur le projet de loi sur l'adaptation de la société au vieillissement en cours de discussion entre les deux Assemblées. Nous considérons que ce projet va dans le bon sens, celui de la reconnaissance de la place et du rôle des retraités dans la société. En revanche, nous pensons que son financement n'est absolument pas à la hauteur des besoins. Par ailleurs, le volet des EHPAD et son corollaire le reste à charge, pourtant incontournable, en est absent. Des questions importantes comme celle de la formation des personnels, de la « gouvernance », de la place des organisations syndicales de retraité doivent être réexaminées.

Les mobilisations du 3 juin regroupant plus de 20 000 retraités à Paris et du 30 septembre en regroupant plus de 30 000 dans toute la France révèlent leur colère et leur exigence d'être entendus et se déclarent prêts à poursuivre les actions. C'est afin de vous transmettre leurs légitimes revendications que nous demandons à vous rencontrer, vous les élus de la Nation.

Dans l'attente d'une réponse favorable,

Nous vous prions de croire, Monsieur le Président, en l'expression de nos respectueuses salutations.